

## « TOUS KEYNÉSIENS DANS LES TRANCHÉES »

En septembre 2019 est paru à La Découverte, l'ouvrage collectif « Manuel indocile de sciences sociales pour savoirs résistants », sous la direction de la Fondation Copernic.

Comme le dit très bien la « quatrième de couverture », « Ce livre alimente en indocilités, ravitaille en savoirs résistants. Sans jargon, ni dogme, ni abstraction, il fournit mille arguments contre les fausses évidences, partout répétées, qui célèbrent le marché libéré (soi-disant efficace pour tous et la planète), la mondialisation telle qu'elle est (soi-disant heureuse), les chefs de toutes sortes, le mérite scolaire, la « bonne santé » des démocraties (trop faiblement démocratiques) ...

Ce livre lève les silences ou les censures sur les mécanismes qui produisent, reproduisent les discriminations, les pollutions, l'exploitation au travail, la transmission des capitaux, le mépris des mondes populaires, les « racisations », l'hétéronormalité, les souffrances animales, les nourritures qui tuent, la marchandisation, la ruine organisée des services publics, des protections sociales, et le « chacun seul » qui s'ensuit...

Ce manuel indocile fourmille d'exemples issus des sciences sociales – l'histoire, l'économie, l'ethnologie, la sociologie, les sciences politiques, etc. Et montre comment l'ordre du monde que l'histoire a produit, notre histoire peut le défaire. Plus de 100 contributeurs : des sociologues, des économistes, des politistes, des historiens, des professeurs de lycée, des acteurs du mouvement social. Et plus de 100 sujets abordés, qui questionnent les « vérités » toutes faites, en montrant qui les produit, comment et pourquoi ».

Ce livre vise plus particulièrement l'enseignement de sciences économiques et sociales dispensé en lycée. Il intéressera bien évidemment aussi les professeurs d'économie et gestion ; même si, contrairement à une idée toute faite, l'enseignement d'économie assuré dans la filière technologique est moins soumis à l'orthodoxie (la preuve est que les ouvrages que j'ai co-écrits en 1983 chez Istra avec mon ami le Professeur Michel Marchesnay ont été les premiers manuels scolaires à donner beaucoup d'importance aux explications avancées par l'École de la Régulation).

Pour illustrer ici l'ouvrage de la Fondation Copernic, nous avons l'embarras du choix. Nous donnons ci-après un extrait consacré aux politiques menées en Europe, avec la contribution de S. Charles, Th. Dallery et J. Marie, qui pose la question « Austérité ou relance ? ». Les auteurs rappellent à cette occasion la phrase du Prix Nobel Robert Lucas, fondateur de la NEC (Nouvelle école classique) : « Nous sommes tous keynésiens ... au milieu des tranchées ».

« La politique de relance est employée pour stimuler la production et l'emploi. La politique de rigueur est utilisée pour rétablir l'équilibre des finances publiques. Les deux politiques poursuivent donc des objectifs différents. Leur bonne utilisation dépend donc de choix politiques qui déterminent l'ordre des priorités dans se dote un gouvernement. Mais au-delà de ces différences politiques, le choix entre une politique de rigueur et une politique de relance dépend aussi du contexte.

Quand faut-il faire de la relance ? Quand il y a du chômage, pardi ! Quand faut-il faire de la rigueur ? Quand les comptes publics sont trop dégradés, évidemment ! Mais que doit-on faire quand on subit les affres à la fois du chômage et des déficits publics ? Une relance pourrait résoudre en partie le problème du chômage, mais elle est susceptible de contribuer à creuser davantage les déficits. Une rigueur pour aider les finances publiques, mais risquerait d'aggraver les choses sur le front du chômage. Il n'y aurait donc pas de bonne solution. Sauf que certains libéraux ont théorisé une solution : l'austérité expansionniste. Selon ces économistes, dont certains ont inspiré la Commission européenne, une politique d'austérité sous la forme d'une réduction des dépenses publiques permettrait de favoriser la croissance et l'emploi. La raison sous-jacente ? Ces économistes résonnent avec des multiplicateurs négatifs : quand l'État dépense moins, ces économistes pensent que les acteurs économiques anticipent une future baisse des impôts et en profitent donc pour dépenser plus tout de suite. La thèse de l'austérité expansionniste a beaucoup été utilisée depuis 2010 pour justifier les politiques de rigueur menées un peu partout dans le monde, et poussées extrêmement loin en Grèce. Avec des résultats catastrophiques à la clé : les baisse des dépenses de consommation et d'investissement de l'État ont conduit à une baisse de plus de 20 % du

produit intérieur brut (PIB) grec entre 2010 et 2017 ! Le Fonds monétaire international (FMI) a dû reconnaître qu'il s'était trompé et que les mesures d'austérité qu'il avait préconisées avaient eu des effets négatifs plus importants que prévu sur l'activité et l'emploi, la faute à un multiplicateur notoirement sous-estimé.

Les économistes keynésiens savent pourtant depuis longtemps qu'une période de crise n'est vraiment pas le bon moment pour mettre en place des politiques d'austérité. Leur message est de défendre des politiques contra-cycliques : des politiques de relance en période de crise, pour que l'État dépense plus quand le privé ne le fait pas ; des politiques de rigueur quand l'économie est euphorique, pour éviter une surchauffe et équilibrer les comptes publics. De nombreuses études récentes ont apporté un argument supplémentaire en soutien des politiques de relance pour faire face aux crises : les multiplicateurs y sont plus élevés, ce qui accroît l'efficacité de la relance. Bien évidemment, le fait que les multiplicateurs soient plus élevés en période de récession contribue aussi à saper l'efficacité des politiques de rigueur. Dans ces contextes de crise, les politiques de rigueur peuvent se révéler complètement autodestructrices : non seulement elles nuisent à l'activité et l'emploi, mais elles ne permettent même pas de rétablir l'équilibre des comptes publics. Il existe en effet un écart entre l'impulsion initiale donnée sur les finances publiques et le résultat constaté au bout du compte. Quand, entre 2010 et 2017, un État comme la Grèce réduit ses dépenses de plus de 20 % pour la consommation publique et de plus de 50 % pour l'investissement public, il plonge l'économie dans une profonde dépression, laquelle, par le jeu des stabilisateurs automatiques, conduit à une baisse des recettes fiscales collectées et à des dépenses sociales supplémentaires (prestations chômage, notamment). À l'arrivée, en points de PIB, la dette publique grecque s'avère plus élevée en 2017 (180 %) qu'elle ne l'était en 2010 (146 %). Belle réussite des politiques d'austérité ! ».